

La Banque mondiale accorde 600 millions de dollars pour soutenir les secteurs porteurs de croissance à Madagascar

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 30 mars 2023 deux projets totalisant 600 millions de dollars pour soutenir des secteurs porteurs de croissance à Madagascar : l'agriculture, l'énergie et les télécommunications. Les deux projets sont les suivants : (i) le projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) à hauteur de 400 millions de dollars et (ii) le projet de Productivité et de résilience des moyens de subsistance en milieu rural à hauteur de 200 millions de dollars. Le premier projet permettra de doubler l'accès à l'énergie, qui passera de 33,7 % à 67 % à Madagascar, et d'ajouter 3,4 millions d'utilisateurs de l'internet, tandis que le second projet qui concerne deux régions essentielles à la production alimentaire nationale : Alaotra-Mangoro et Sofia, soutiendra la restauration des bassins versants menée par les communautés, la réhabilitation et l'amélioration de la gestion des infrastructures et des services d'irrigation, l'intensification durable de la production agricole et le renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires prioritaires.

1- Accord de crédit de 400 millions de dollars pour le projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM)

Le projet DECIM contribuera à élargir l'accès du pays aux énergies renouvelables et aux services numériques, en mettant l'accent sur les communautés mal desservies. Cet objectif sera atteint grâce à des investissements ciblés explorant les synergies entre les deux secteurs, rendus possibles par des réformes cruciales. Au moins 10 millions de personnes bénéficieront du projet, dont 2 000 000 de ménages et plus de 150 villages, qui auront accès à l'électricité, 3 400 000 nouveaux utilisateurs d'Internet, tandis que quelque 2 000 centres de santé et écoles bénéficieront d'un meilleur accès aux énergies renouvelables et à la connectivité numérique.

« L'accès à l'énergie et aux télécommunications est une priorité absolue pour notre gouvernement. Ce projet s'inscrit pleinement dans notre vision du développement de Madagascar. Il permettra une augmentation significative de notre accès à l'énergie et aux services numériques. Nous sommes reconnaissants à la Banque mondiale d'avoir démontré une fois de plus sa volonté de nous soutenir pour relever nos nombreux défis », a déclaré **le Président de Madagascar, Andry Rajoelina**.

L'accès aux infrastructures à Madagascar, notamment à l'électricité et au numérique, est l'un des plus faibles d'Afrique subsaharienne et du monde. On estime que 33,7 % de la population a accès à l'électricité, contre une moyenne de 48,4 % pour l'Afrique subsaharienne en 2020. Plus de 18 millions de personnes n'ont actuellement pas accès à l'électricité, ce qui place Madagascar au 13e rang des pays ayant la plus grande population non électrifiée au monde. En termes de connectivité et d'accessibilité aux services à large bande, malgré les progrès réalisés ces dernières années, Madagascar se classe relativement bas. L'utilisation d'Internet augmente, atteignant environ 22 % de la population en 2021, contre seulement 5,1 % en 2016. Cependant, ce taux de pénétration reste l'un des plus faibles au monde et est notamment bien en dessous de la moyenne régionale de 33 % pour l'Afrique subsaharienne.

Le projet DECIM se concentrera sur le déploiement d'infrastructures et la mobilisation de capitaux privés pour améliorer et étendre l'accès à l'énergie et aux services numériques dans les zones mal desservies, en tirant parti des synergies dans la planification et le déploiement conjoints afin de réduire les coûts de déploiement. À l'exception de la compagnie nationale d'électricité JIRAMA, les services énergétiques et numériques à Madagascar sont fournis par le secteur privé. Les faibles densités de population et les niveaux élevés de pauvreté dans la plupart des zones mal desservies empêchent le secteur privé de fournir ces services sur une base purement commerciale. Le financement du secteur public, sous la forme d'un financement du déficit de viabilité et de subventions basées sur la performance, sera fourni pour combler l'écart entre les coûts de la fourniture de services et les niveaux d'accessibilité financière de la population cible. Des incitations spéciales et des subventions aux utilisateurs finaux seront disponibles pour l'inclusion des groupes les plus pauvres et vulnérables, ainsi que pour la fourniture d'appareils numériques transformateurs et d'appareils productifs afin de créer des opportunités économiques. En outre, le projet s'attaquera aux obstacles à la fourniture de services, tant du côté de l'offre (en subventionnant la fourniture

d'infrastructures dans des zones qui ne sont pas commercialement viables) que du côté de la demande (en comblant le fossé de l'accessibilité financière et en promouvant la sensibilisation et la culture numérique), et soutiendra parallèlement des réformes sectorielles essentielles dans les deux secteurs pour favoriser la transparence, l'efficacité et la viabilité. En outre, le projet peut combler les écarts entre les hommes et les femmes en réduisant le coût initial de la fourniture d'électricité, des appareils électriques et des dispositifs numériques, afin de les rendre abordables pour les ménages dirigés par des femmes et les entreprises dirigées par des femmes.

2- Accord de crédit de 200 millions de dollars pour le projet de Productivité et de résilience des moyens de subsistance en milieu rural

Ce nouveau projet qui vise à augmenter la productivité et renforcer la résilience des moyens de subsistance ruraux dans deux régions, toutes deux essentielles à la production alimentaire nationale, Alaotra-Mangoro et Sofia consiste en un crédit de 200 millions de dollars de la Banque mondiale et un crédit de 25 millions d'euros de l'Agence Française de Développement (AFD) (qui sera validé par le Conseil d'administration de l'AFD en juillet 2023).

Grâce à une approche intégrée du paysage, ce nouveau projet soutiendra la restauration des bassins versants menée par les communautés, la réhabilitation et l'amélioration de la gestion des infrastructures et des services d'irrigation, l'intensification durable de la production agricole et le renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires prioritaires. Ce projet concerne deux régions essentielles à la production alimentaire nationale : Alaotra-Mangoro et Sofia. Globalement, le projet touchera 150 000 ménages, dont 165 000 agriculteurs qui bénéficieront du déploiement de bons d'intrants boostés par la blockchain et d'une formation sur l'agriculture intelligente face au climat et les pratiques agroécologiques. Le projet financera la réhabilitation de 30 000 ha de périmètres irrigués, de 30 000 ha de bassins versants et de 150 kilomètres de routes rurales pour améliorer l'accès aux marchés. Il facilitera également les investissements des agriculteurs dans la micro-irrigation et la gestion durable des paysages par les communautés sur 61 000 hectares.

*« Le gouvernement s'est engagé à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à stimuler la croissance et la résilience du secteur rural, comme soulignées dans le Plan d'Emergence Madagascar (PEM). Ce projet arrive à point nommé car il améliorera considérablement la production alimentaire, l'accès aux intrants productifs et la gestion plus durable des ressources naturelles dont dépendent les agriculteurs et les moyens de subsistance ruraux », a déclaré **Harifidy Ramilison, ministre de l'agriculture et de l'élevage.***

L'agriculture, la pêche et la sylviculture restent l'épine dorsale de l'économie malgache. On estime que quatre personnes sur cinq, principalement des agriculteurs de subsistance, dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Et à peu près la même proportion vit en dessous du seuil de pauvreté de 1,90 USD par jour. Pour un secteur qui représente 70 % de l'emploi total, sa part dans les exportations totales (37 %) et le PIB (29 %) est nettement limitée. Malgré l'empreinte socio-économique et le potentiel considérables du secteur agricole, la croissance soutenue est restée difficile à atteindre. Parmi les obstacles à la croissance et à la durabilité du secteur, que les interventions du projet visent à lever, figurent les changements incontrôlés dans l'utilisation des terres et la perte de biodiversité et de services écosystémiques qui en découle, l'inégalité entre les sexes et l'accès limité aux infrastructures et services essentiels tels que l'irrigation, le stockage et les routes. Ces mêmes investissements, en complément d'autres programmes financés par la Banque mondiale en cours de mise en œuvre, soutiendront également le développement de systèmes alimentaires plus robustes et plus résistants à Madagascar, menacés par le changement climatique.

*« Ces secteurs sont vitaux pour notre économie. En effet, avoir accès à l'énergie est essentiel pour le développement d'un pays. Et à travers le DECIM, le Gouvernement offre cette opportunité aux millions de personnes bénéficiaires. Par ailleurs, étant une population à majorité agricole, il est normal que nous nous intéressions aux développements du secteur de l'agriculture, pour une production qui pourra couvrir à la fois les besoins des Malgaches eux-mêmes mais aussi pour atteindre notre objectif de devenir plus tard le grenier de l'Océan Indien et accroître ainsi nos taux d'exportation en matière agricole. » souligne **Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON, Ministre de l'Economie et des Finances.***

« Ces deux projets touchent des secteurs-clé porteurs de la croissance à Madagascar : le secteur agricole qui reste la plus grande source d'emplois pour la majorité des Malagasy, ainsi que les secteurs cruciaux de l'énergie et du numérique. Le projet DECIM se situe au premier plan de notre objectif de fournir de l'énergie et des services numériques à tous, bien au-delà du réseau et des environnements urbains. La DECIM fournira un soutien complet pour rendre cela possible, en finançant les développements d'infrastructures dans les zones isolées/éloignées et en partenariat avec l'IFC, ainsi qu'en renforçant des institutions publiques individuelles et des ménages avec des kits solaires et des services numériques/téléphoniques intelligents. Ce soutien sera transformateur pour les petites entreprises ainsi que pour les ménages et les citoyens et mettra Madagascar sur la voie du doublement du taux d'accès à l'électricité. Le projet de Productivité et de résilience des moyens de subsistance en milieu rural, quant à lui va améliorer non seulement la productivité mais aussi l'accès aux marchés des intrants et des produits essentiels.

*L'approche intégrée du développement rural du projet permettra, par exemple, de fournir des semences améliorées, des outils de vulgarisation et de prise de décision qui augmenteront les rendements des producteurs tout en réhabilitant les routes de desserte qui les relient aux marchés. La connectivité aux marchés a été identifiée par les agriculteurs comme la clé de l'augmentation de leurs revenus. Ainsi, les synergies entre le programme routier plus large financé par la Banque dans les régions cibles d'Alaotra-Mangoro et de Sofia et ce projet sont essentielles pour améliorer de manière substantielle et durable la productivité et la résilience agricoles et les revenus des communautés rurales », explique **Marie-Chantal Uwanyiligira, Représentante de la Banque mondiale à Madagascar.***